

Faire du Québec une vitrine technologique

La grappe des technologies propres veut mettre en valeur la « matière grise »

KARL
RETTINO-PARAZELLI

La grappe des technologies propres du Québec veut faire de la province une vitrine qui permettrait aux entreprises d'ici de démontrer leur savoir-faire et de se développer à l'échelle provinciale, mais aussi internationale.

Pour ce faire, le président et chef de la direction d'Écotech Québec, Denis Leclerc, souhaite que les organismes publics et parapublics offrent aux entrepreneurs œuvrant dans le secteur des technologies « vertes » l'espace dont ils ont besoin pour mettre à l'épreuve leurs innovations. *«Peuvent-ils devenir un lieu d'hébergement temporaire pour la mise à l'essai des technologies du Québec?»*, s'est-il demandé lors d'une entrevue accordée à la sortie d'une rencontre organisée mercredi par SWITCH, l'Alliance pour une économie verte au Québec, avec des élus, des organismes environnementaux et des entreprises de la région de Montréal.

Cette alliance formée d'organisations des milieux économique, financier et environnemental, dont Écotech Québec fait partie, a réalisé une tournée dans différentes régions du Québec au cours des derniers jours pour faire connaître ses positions et tâter le pouls des décideurs locaux. Avant Montréal, elle est passée par Sherbrooke et Québec.

Le souhait d'Écotech Québec fait écho à l'une des propositions adoptées en février dernier par SWITCH, qui affirme que des appels d'offres publics avec des critères de sélection modifiés pour avantager les entreprises innovantes constitueraient un important levier de développement des techno-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Pour Denis Leclerc, président d'Écotech, le Québec peut aider les technologies propres développées au Québec à conquérir le monde.

logies et des matériaux verts au Québec.

Moment opportun

Selon M. Leclerc, le moment est bien choisi pour mettre à profit le travail de la « matière grise » à l'œuvre au Québec. Même si l'atteinte de l'équilibre budgétaire monopolise actuellement le discours du gouvernement Couillard, il croit que l'élaboration de la nouvelle stratégie québécoise de développement durable, dont la version actuelle arrivera à échéance à la fin de l'année, représente l'occasion idéale de concrétiser son idée.

«Si on pouvait inclure dans les critères de développement durable le fait d'accueillir une

innovation du Québec pour la mise à l'essai et la démonstration, je pense que le gouvernement jouerait un rôle extrêmement utile pour l'ensemble des entrepreneurs et des innovateurs au Québec», juge-t-il.

Il pourrait s'agir de contrats publics en bonne et due forme, mais aussi de projets pilotes. Une entreprise développant des technologies pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments pourrait par exemple les tester dans les succursales de la SAQ ou les installations de la SEPAQ. Cela permettrait aux entrepreneurs de montrer aux investisseurs d'ici et d'ailleurs de quoi leur technologie est capable.

«Au-delà du coup de pousse,

ça deviendrait vraiment une action de développement économique importante qui aurait des impacts bénéfiques sur la consommation d'énergie et l'environnement, fait valoir M. Leclerc, en précisant que ce genre de collaboration ne se fait qu'au «compte-gouttes» actuellement. Ce serait un tremplin vers la commercialisation à l'international.»

Il précise que le message s'est rendu aux oreilles du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, mais que celui-ci est actuellement «en révision» du dossier.

Le Devoir